



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Afghanistan

Question au Gouvernement n° 405

Texte de la question

DISPOSITIF MILITAIRE FRANÇAIS EN AFGHANISTAN

M. le président. La parole est à M. Henri Emmanuelli, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Henri Emmanuelli. Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas en persévérant dans l'erreur que l'on mène une bonne politique ! (*Vives exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Et ce n'est pas en faisant applaudir des défaites que l'on prépare des victoires ! (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Mes chers collègues, s'il vous plaît !

M. Henri Emmanuelli. Mais je comprends bien qu'au moment où vous êtes obligé d'en rabattre sur le taux de croissance, vous soyez obsédé par celle qu'a connue la France - supérieure à la moyenne européenne - sous le gouvernement de Lionel Jospin ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Toutefois, ma question ne porte pas sur ce sujet, mais sur l'Afghanistan. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Au moment où certains membres de l'Alliance atlantique s'interrogent sur leur présence dans le borbier afghan, et où un organe coordonnant quatre-vingt-quatorze ONG conclut, dans son rapport, à l'inefficacité et au gaspillage de l'aide internationale en faveur de l'Afghanistan, nous apprenons, par des indiscretions de presse, que le Président de la République s'apprête à renforcer le dispositif militaire français dans ce pays.

M. Jean Marsaudon. C'est pour lutter contre le terrorisme !

M. Henri Emmanuelli. Monsieur le Premier ministre, nous sommes la seule démocratie occidentale où une situation de guerre peut perdurer sans autorisation ni information du Parlement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Cette situation étant inacceptable, je vous demande avec gravité, au nom du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche, d'organiser au plus vite un débat qui permettra aux parlementaires de se prononcer sur l'opportunité, les objectifs et les modalités de cette intervention, ainsi que d'en examiner les conséquences sur le plan humain et financier.

Cette politique contribue à insérer insidieusement la France dans un affrontement des civilisations qui se substitue à l'ancien antagonisme entre blocs. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) J'attends de votre part, monsieur le Premier ministre, un engagement précis. C'est un sujet sur lequel nous ne lâcherons pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. Lucien Degauchy. Donneur de leçons !

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Nous voulons entendre le Premier ministre !

M. Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Notre priorité, monsieur Emmanuelli, est de consolider la stratégie globale de la communauté internationale en Afghanistan. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. Mesdames et messieurs, je vous en prie !

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. C'est une question majeure et urgente qui sera abordée, tout d'abord au sommet de l'OTAN, les 3 et 4 avril, puis à la conférence de soutien à l'Afghanistan que nous organiserons à Paris, le 12 juin. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et ici, à l'Assemblée nationale ?

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Ce sera un signe fort : ce qui se joue en Afghanistan, qu'il s'agisse de la drogue, du terrorisme ou de la stabilité régionale, nous concerne tous, ici en France et en Europe. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - " Ce n'était pas la question ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Dans ce contexte, monsieur Emmanuelli, vous avez raison de souhaiter un débat. *(" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)* Il aura lieu, nous nous y engageons.

M. Henri Emmanuelli. Quand ? Et où ?

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Bernard Kouchner s'est clairement prononcé en sa faveur hier, devant votre commission des affaires étrangères. Avec Hervé Morin, il est à la disposition des commissions compétentes du Parlement pour donner, lorsqu'elles le souhaiteront, toutes les informations nécessaires. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. Nous voulons un débat ici, dans l'hémicycle !

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Par ailleurs, je vous rappelle que le prochain projet de loi constitutionnelle sur la réforme des institutions prévoit qu'à l'avenir, le Parlement devra être informé de l'envoi de troupes à l'étranger. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. C'est maintenant que nous voulons être informés !

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. La communauté internationale doit s'organiser pour maintenir son effort dans la durée. Ce qui compte, c'est...

M. Henri Emmanuelli....que nous ayons un débat dans les prochains jours !

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Mais bien sûr, vous aurez un débat, dans les prochains jours, devant les commissions. Comme je viens de le dire, les ministres sont à votre disposition ; mais c'est à l'Assemblée de fixer les modalités de leur audition. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

M. Henri Emmanuelli. Nous voulons un débat ici, dans l'hémicycle !

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Donc, ce qui compte, c'est que cet effort s'accompagne d'une stratégie globale, civile et militaire, de reconstruction, d'une perspective claire de transfert des responsabilités aux Afghans et d'une stratégie politique impliquant également le Pakistan. Cette approche, qui a été proposée par le Président de la République dans le cadre de la préparation de la conférence de Bucarest, a déjà reçu un large soutien international.

M. le président. Merci, monsieur le secrétaire d'état.

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Elle sera présentée au Parlement.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Quand ?

M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Il y a là un enjeu géopolitique important pour la stabilité internationale. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Henri Emmanuelli](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 405

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mars 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 mars 2008